

L'Essentiel

Compte-rendu d'activité de l'année 2023-2024 de Plan International France

#2024

P.4

Nos programmes
de développement
et d'urgence

P.6

Nos
programmes
de parrainage

P.7

Nos actions
pour les droits
des filles

P.8

Notre rapport
financier



Jusqu'à l'égalité

www.plan-international.fr





Jean-Maurice Ripert,
président



Nous avons intensifié nos efforts pour promouvoir l'égalité de genre. L'objectif reste le même : permettre à chaque fille de vivre à l'abri de la violence, d'accéder à une éducation de qualité et de prendre en main son avenir.



L'Essentiel est une publication éditée par Plan International France
Représentante légale : Anne Bideau
Directrices de la publication : Marion Guigon-Lacroix et Carole Léger
Rédactrice en chef : Clémence Hivert
Comité de rédaction : Jérôme Garnier, Muriel Barbary, Lucie Dechifre, Marion Guigon-Lacroix, Clémence Hivert, Luidji Jacobin, Anne Le Boursicot, Fatéma Moula Karimdjy, Lola Ruscio
Conception maquette et exécution : Cithéa.com
Imprimeur & Distributeur : Groupe Prenant
Crédits photos : Plan International
Contact : Plan International France - 14 rue Scandicci, CS 10111, 93508 PANTIN CEDEX - 01 84 87 03 50
www.plan-international.fr
contact@plan-international.fr

L'année 2023-2024 a marqué un tournant décisif pour Plan International France. Face à des défis mondiaux sans précédent, notre détermination à transformer la vie des filles et des enfants les plus vulnérables s'est renforcée. Guidé-es par notre stratégie 2023-2027 et en cohérence avec la vision mondiale de notre réseau, nous avons intensifié nos efforts pour promouvoir l'égalité de genre. L'objectif reste le même : permettre à chaque fille de vivre à l'abri de la violence, d'accéder à une éducation de qualité et de prendre en main son avenir.

Cette année a malheureusement vu la poursuite des crises majeures qui nous avaient déjà fortement mobilisé-es l'année dernière, mais également la résurgence de conflits anciens et l'apparition de nouveaux, venant démultiplier les conséquences du changement climatique et de la crise alimentaire pour les personnes vulnérables. Nous avons intensifié nos efforts en apportant une assistance vitale aux populations les plus exposées, en particulier les filles, confrontées à des violations de leurs droits dans des environnements fragiles. Ainsi nous avons lancé de nouveaux programmes d'aide d'urgence en Éthiopie, mais également au Cameroun et au Tchad.

La protection des filles et des enfants en général, est au cœur de nos programmes, en contexte d'urgence comme de développement. Cela nous a conduit-es à lancer cette année un programme pour éliminer les pires formes de travail des enfants en Jordanie. En parallèle nous restons très engagé-es en Afrique de l'Ouest notamment sur les enjeux de protection mais aussi d'éducation, de formation professionnelle et d'insertion socio-économique, convaincu-es que ce sont des leviers essentiels pour permettre aux filles et aux jeunes en général d'accéder à de meilleures conditions de vie, à l'autonomie et à la réalisation de leurs droits.

La Journée internationale des droits des filles le 11 octobre nous a permis de réaffirmer notre combat pour ce droit fondamental qu'est l'éducation. Cet engagement, nous l'avons fait connaître via un nouveau levier : une course solidaire baptisée la Run for Girls. Cette première édition a été un véritable succès, réunissant des centaines de participantes et participants au Bois de Boulogne, dans un bel élan de solidarité en faveur de nos actions.

Par ailleurs, nous avons dénoncé les coupes des budgets de l'aide publique au développement qui ont des conséquences dramatiques pour la vie et parfois la survie de populations les plus vulnérables.

Cette année, nous avons continué à porter notre plaidoyer pour l'éducation, l'égalité de genre, les droits des enfants et l'engagement des jeunes auprès des pouvoirs publics et des institutions. En France, nous avons poursuivi le développement du Plan des Jeunes, mouvement qui invite les jeunes entre 15 et 30 ans à se mobiliser pour l'égalité de genre dans le monde.

Ces réalisations n'auraient pas été possibles sans le soutien indéfectible des marraines et parrains, donateurs et donatrices, mécènes et bailleurs institutionnels. Leur générosité et leur engagement permettent chaque jour à nos équipes d'agir efficacement pour changer la vie et l'avenir des filles.

Votre soutien est essentiel. C'est ensemble que nous continuerons à faire progresser les droits des filles pour un monde plus solidaire et plus durable.

Merci de croire en notre mission et de continuer à vous engager à nos côtés.

Les missions

de Plan International France

- **La sensibilisation** du grand public aux droits des filles et à l'égalité entre les filles et les garçons.
- **L'accompagnement à l'élaboration, au suivi et à l'évaluation** de programmes de développement et d'urgence.
- **Le plaidoyer** en France auprès des institutions gouvernementales et des décideurs et décideuses politiques en faveur des droits des enfants et pour l'égalité de genre.
- **La collecte de fonds** pour financer nos programmes de développement et d'urgence.

Quelques temps forts de l'année 2023-2024

Journée internationale des droits des filles 2023

2023 marquait la 11^e édition de la Journée internationale des droits des filles. Cette année, nous avons choisi de mettre l'accent sur l'éducation des filles, un droit fondamental trop souvent bafoué. La pauvreté, les mariages et grossesses précoces ainsi que les mutilations génitales et le travail forcé entraînent trop souvent la déscolarisation des filles. Une éducation inclusive et de qualité est un des leviers de leur émancipation et un rempart contre les violences. Elle leur permet de prendre des décisions pour leur avenir, de transformer les rapports de domination, de rompre le cycle de la pauvreté et d'accéder à un emploi. Le 11 octobre, nous avons réaffirmé notre engagement : garantir à toutes les filles l'accès à ce droit fondamental qu'est l'éducation.

Retour sur CHAMPIONNES !

En juin 2024, Plan International France a clôturé le programme CHAMPIONNES, mis en œuvre au Bénin, en Guinée et au Togo avec l'appui de l'Agence Française de Développement (AFD), de la FIFA et de la Société Générale. Ce programme avait pour objectif principal de permettre l'émancipation des filles et l'égalité de genre dans un environnement protecteur : l'école. CHAMPIONNES a permis à près de 5 000 filles et plus de 2 500 garçons d'accéder à la pratique du football dans un cadre inclusif et sécurisé, favorable à leur émancipation. En renforçant les capacités et l'estime de soi de 5 390 filles, ce programme a également changé la façon dont leurs compétences, leurs capacités et leurs rôles sont perçus par les garçons, leurs familles et leur communauté tout entière.

Run For Girls 2023

Samedi 7 octobre, l'ONG Plan International France a organisé une course solidaire pour promouvoir les droits des filles. Il s'agit de la 1^{re} course solidaire en France, ouverte à tous-tes, pour les droits des filles. Cette édition a réuni 500 coureurs et coureuses dans le magnifique cadre du Bois de Boulogne pour un parcours de 5 km ou 10 km. Elles et ils ont pu profiter de nombreuses animations tout au long de la matinée. L'ensemble des fonds collectés grâce aux inscriptions a été intégralement reversé à Plan International France pour soutenir nos programmes de développement et d'urgence à travers le monde.

Le réseau Plan International

L'ONG Plan International France est membre du réseau Plan International qui agit depuis plus de 80 ans pour faire progresser les droits des enfants et l'égalité de genre dans le monde.

Le réseau Plan International est actif dans plus de 80 pays pour répondre aux besoins des filles, des enfants et des jeunes. Les actions menées se concentrent et s'articulent autour de 4 combats :

- Protection contre les violences et inégalités de genre.
- Éducation inclusive et de qualité et insertion socio-économique des jeunes.

- Accès aux droits et à la santé sexuels et reproductifs.
- Participation des jeunes aux décisions qui les concernent.

Comme les autres organisations nationales membres du réseau, Plan International France est une entité juridique indépendante, reconnue d'utilité publique, avec son organisation, sa gouvernance, ses donateurs et donatrices, ses bailleurs publics et ses partenaires privés.

Le réseau Plan International est composé de 60 bureaux pays avec programmes, de 20 organisations nationales comme Plan International France, de 4 bureaux de plaidoyer international, de 4 bureaux régionaux en supervision des bureaux pays et d'un siège opérationnel.

Les chiffres 2024 du réseau Plan International

1 421 programmes sur le terrain.

66 875 communautés accompagnées.

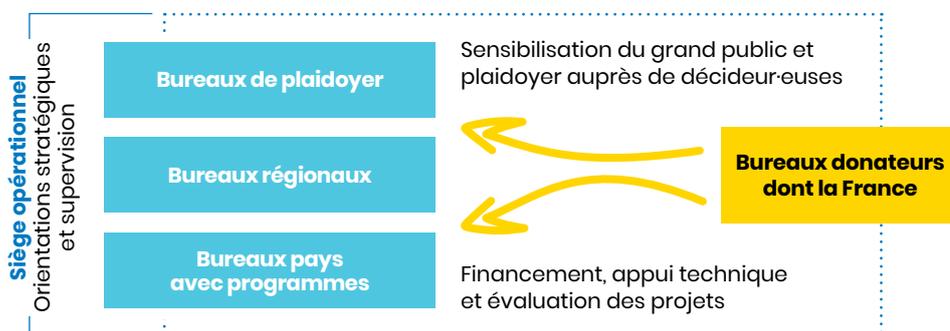
1,1 M d'enfants parrainés.

43 M d'enfants, dont 23,3 millions de filles, ont bénéficié des actions de Plan International.

5,3 M de filles ont un meilleur accès à l'éducation.

5,8 M de filles ont un meilleur accès aux services de santé sexuelle et reproductive.

Interactions entre Plan International France et le réseau Plan International



Nos programmes

L'Essentiel #2024

Nos programmes de développement

Au cours de l'année 2023-2024, Plan International France a mené de nombreuses actions, notamment à travers 13 programmes de développement.



COMBATTING CHILD LABOUR* (Jordanie)

*Combattre le travail des enfants

Depuis son démarrage en octobre 2023, le programme met en œuvre des interventions multidimensionnelles (protection, éducation, santé) pour éliminer les pires formes de travail des enfants. Plus de 500 enfants travailleurs ou à risque ont été identifiés puis accompagnés en Jordanie à travers des activités psychosociales, de renforcement des compétences de vie, d'orientation vers l'éducation formelle par les équipes de Plan International et de ses partenaires locaux. En outre, près de 80 parents ont pu bénéficier d'un programme de soutien à la parentalité, visant particulièrement à les sensibiliser aux dangers et conséquences à long-terme du travail infantile.



ALFA (Bénin)

Démarré en juillet 2023 dans le Nord du Bénin avec l'appui de l'Agence Française de Développement (AFD), le programme ALFA permet à plus de 500 enfants déscolarisés de réintégrer l'école via un système de classes passerelles. Grâce à ces cours de rattrapage, les enfants acquièrent en 9 mois les connaissances et compétences nécessaires pour intégrer le cycle scolaire béninois. Le programme forme également les mères des enfants dans des groupes d'épargne pour renforcer leur autonomie économique et leur leadership, soutient les jeunes de 15 à 24 ans avec des formations professionnelles et les encourage à porter un plaidoyer auprès des autorités via la mise en place de clubs de « Champion·nes du changement ».

Évaluation qualitative des actions

Plan International France accompagne chaque étape de la mise en œuvre des programmes en partenariat avec des organisations locales, des groupes de jeunes, etc. Une évaluation finale est conduite à chaque fin de programme. En s'appuyant sur un dispositif de suivi-évaluation et des données collectées par genre et groupes d'âge, l'évaluation permet de faire le bilan

sur la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la durabilité de nos actions. C'est également une source d'apprentissage pour améliorer nos programmes de façon continue. Un audit financier externe est aussi réalisé systématiquement pour garantir la bonne utilisation des fonds.

Nombre de personnes accompagnées :

315 973 personnes

ont participé à nos programmes de développement sur le terrain, dont **165 870** filles et femmes et **150 103** garçons et hommes.

Montant collecté pour les programmes de développement :

1 336 400 €

grâce à la générosité du grand public.

5 133 568 €

auprès des bailleurs institutionnels et partenaires privés.

Projets terminés

AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

- **CHAMPIONNES (Bénin, Togo, Guinée)** : émanciper les filles et jeunes femmes par le football.
- **AGIR (Bénin)** : renforcer la gouvernance et les initiatives relais pour une éducation de qualité.
- **DESFERS (Sénégal, Mali, Niger)** : faciliter l'insertion socio-économique des jeunes.

Projets en cours

AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

- **ATOK (Cameroun)** : faciliter l'accès à l'éducation et aux services de santé.
- **DAWA TONGUI (Guinée)** : améliorer les infrastructures scolaires et sanitaires.
- **NONA (Guinée)** : améliorer la santé maternelle et infantile.
- **ALFA (Bénin)** : améliorer les alternatives éducatives et formations professionnelles dans l'Atacora.

- **PAREC II (Togo)** : promouvoir l'éducation au collège.

- **OSEER (Sénégal, Burkina Faso)** : aider à l'insertion intégrale porteuse d'égalité pour les jeunes.

MOYEN-ORIENT, AFRIQUE DU NORD ET ASIE PACIFIQUE

- **TAMKEEN III (Égypte)** : aider à l'insertion socio-économique des jeunes et en particulier des femmes.
- **SAKSHAM + (Inde)** : autonomiser et aider à l'intégration socio-économique des jeunes et en particulier des femmes.
- **COMBATTING CHILD LABOUR (Jordanie)** : éradiquer les pires formes de travail et de violences associées faites aux enfants.
- **HER SKILLS, HER POWER* (Chine)** : aider à l'insertion socio-économique des jeunes, et en particulier des femmes migrantes.

*Leurs compétences, leur pouvoir

Nos programmes d'urgence

En contexte d'urgence, l'ONG Plan International France redouble d'efforts auprès des enfants et des jeunes, en particulier des filles, touché-es par des catastrophes naturelles et/ou des crises humanitaires.



EMERGENCY* (Éthiopie)

*Réponse d'urgence

Le programme EMERGENCY vise à améliorer la sécurité alimentaire et la protection des populations déplacées et réfugiées touchées par la crise soudanaise dans les États d'Amhara et de Benishangul Gumuz. Il prévoit une aide financière et la distribution de produits alimentaires essentiels aux familles, tout en facilitant l'accès à des services spécialisés : nutrition maternelle et infantile, santé mentale, soutien psychosocial et lutte contre les violences de genre. Ce programme a déjà bénéficié à près de 42 000 personnes dont plus de 60 % de filles, adolescentes et jeunes femmes.



PROTECTION (Cameroun)

Depuis le début du conflit armé qui touche les régions du Nord-Ouest du pays depuis 2016, les enfants et jeunes se retrouvent souvent sans protection. Le programme de renforcement de la protection financé par la DG-ECHO, vise à offrir une prise en charge complète, sensible au genre et inclusive, aux filles et garçons en situation de vulnérabilité : premiers secours psychologiques, soutien psychosocial, orientation vers des services de protection spécialisés. Un soutien immédiat est également fourni aux survivant-es de violences fondées sur le genre. Le programme, commencé en février 2024, cible 13 communautés rurales, y compris des zones difficiles d'accès, pour une population totale de 2375 personnes (1494 femmes et 881 hommes).



L'ONG Plan International France est membre de l'Alliance Urgences, association composée de 6 ONG françaises qui se mobilisent en cas d'urgence et mènent des campagnes communes d'appels aux dons. Au travers de l'Alliance Urgences, l'ONG Plan International France s'est mobilisée pour répondre à la crise humanitaire liée au séisme en Syrie.

Projets terminés

AFRIQUE DE L'EST

- RÉPONSE D'URGENCE (Éthiopie) : répondre à la crise au Soudan et en Éthiopie.

Projets en cours

AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE :

- PROTECTION (Cameroun) : renforcer la protection des enfants et des jeunes touché-es par le conflit dans la région du Nord-Ouest du pays.
- RÉPONSE HUMANITAIRE (Tchad) : apporter une réponse d'urgence dans la région de Ouaddaï.

Nombre de personnes accompagnées :

48 848 personnes ont participé à nos programmes d'urgence sur le terrain, dont **29 644** filles et femmes et **19 204** garçons et hommes.

Montant collecté pour les programmes d'urgence :

44 009 €
grâce à la générosité du grand public.

1173 708 €
auprès des bailleurs institutionnels et partenaires privés.



Nos actions de parrainage

Merci pour votre engagement à nos côtés !

Vos dons ont plus d'impact avec Plan International France.

Le parrainage est un engagement fort qui ne se limite pas à améliorer les conditions de vie d'un enfant et de sa famille. Il crée aussi un impact positif et durable pour toute une communauté et favorise le lancement de nouveaux programmes de développement et d'urgence dans les pays de parrainage. Par exemple, au Bénin dans la région de l'Atacora les enfants parrainés et leur famille peuvent bénéficier, en fonction de leurs besoins, du programme ALFA financé par l'Agence Française de Développement (AFD), dont l'objectif est d'améliorer le taux de scolarisation grâce à l'ouverture de centres d'éducation communautaires.

Cette puissante synergie entre le parrainage et ces programmes ciblés repose sur une approche collaborative au sein des communautés qui permet à chaque membre d'être acteur-riche des avancées réalisées sur le long terme.

Par ailleurs, dans un monde en constante évolution, Plan International continue à adapter le parrainage aux enjeux sociétaux actuels pour créer toujours plus d'impact et aider les enfants des communautés parrainées à apprendre, grandir et choisir librement leur avenir.

Les crises humanitaires et les conflits internationaux de l'année 2023-2024 ont bouleversé la vie de milliers d'enfants, mais grâce à votre mobilisation, nous avons pu poursuivre et développer des projets vitaux qui transforment le quotidien de centaines de communautés à travers le monde.

Toute l'équipe de l'ONG Plan International France vous remercie chaleureusement pour votre soutien, qui nous permet chaque jour de faire progresser les droits des enfants, filles comme garçons, jusqu'à l'égalité !



9 982 744 €

ont été collectés par la
fondation Plan International
France pour mettre en œuvre
les actions de parrainage.



29 721

enfants parrainés en 2023-2024.

Combien d'enfants sont parrainés dans nos pays d'intervention ?

**Vietnam 2 396 | Bolivie 1 581 | Indonésie 1 323 |
Burkina Faso 1 283 | Pérou 1 260 | Cambodge 1 203 |
Sénégal 1 182 | Népal 1 160 | Inde 1 103 | Togo 1 075 |
Mali 986 | Équateur 977 | Bangladesh 964 | Bénin 954 |
Philippines 928 | Salvador 760 | Honduras 735 |
Kenya 724 | Cameroun 719 | Myanmar 708 |
Égypte 693 | Haïti 661 | Niger 658 | République
Dominicaine 635 | Rwanda 601 | Tanzanie 589 |
Guatemala 567 | Colombie 558 | Guinée 556 |
Brésil 505 | Éthiopie 469 | Mozambique 461 |
Paraguay 453 | Chine 267 | Ouganda 18 | Malawi 9 |**

Nos actions

pour les droits des filles

L'année 2023-2024 s'inscrit dans la continuité de l'exercice précédent et dans le prolongement de la stratégie quinquennale mise en œuvre par Plan International depuis l'an dernier. Exiger l'égalité entre les filles et les garçons, mais aussi le respect de leurs droits fondamentaux, c'est œuvrer pour un monde plus juste et plus durable. C'est pourquoi nos actions s'inscrivent dans une stratégie globale visant à accompagner les filles, à les encourager à s'engager et à leur donner les moyens de prendre des décisions éclairées pour leur vie et leur communauté.

Jeunes en action pour l'égalité

Les jeunes occupent une place centrale dans nos programmes, notamment à travers deux programmes d'insertion socio-économique qui visent à lever les obstacles rencontrés par les jeunes femmes : TAMKEEN III, déployé dans trois gouvernorats en Égypte, et OSEER, un programme multi-pays actif au Burkina Faso et au Sénégal. Les jeunes sont de véritables acteurs et actrices du changement et participent aux comités de pilotage, s'investissent dans des associations de jeunes et contribuent activement au travail d'influence auprès des employeurs et employeuses pour promouvoir l'emploi des jeunes femmes. Les jeunes organisent des sessions de plaidoyer à l'intention des autorités locales afin de transformer les rapports sociaux de genre dans les communautés.



Nos actions de plaidoyer

Cette année, l'équipe plaidoyer de Plan International France et ses collectifs partenaires ont influencé le contenu de plusieurs stratégies qui guideront la politique humanitaire et de développement de la France. Ainsi, la nouvelle stratégie internationale de la France en matière d'éducation de base (2024-2028) a notamment pour priorité l'éducation des filles et des adolescentes. De la même manière, la nouvelle stratégie humanitaire de la France (2023-2027), fait désormais de l'égalité de genre, des droits des enfants et également de l'éducation en situation de crise, des priorités de l'action humanitaire française. Nous avons également influencé la création de la première stratégie dédiée à la diplomatie féministe de la France. Désormais, les droits des filles, adolescentes et personnes LGBTQIA+ sont des priorités de la diplomatie française. Nous nous sommes attaché·es à faire reconnaître les droits des filles comme une priorité de la diplomatie féministe y compris dans les contextes de crises et également à protéger les filles de toute forme de violence fondée sur le genre, y compris dans l'espace numérique. Enfin, Plan International France a co-présidé un groupe de travail sur les Jeunes dans l'action extérieure

de la France, au sein du Conseil national pour le développement et la solidarité internationale, la plus haute instance de concertation entre les pouvoirs publics et les organisations de la société civile. Après un an de travaux et la remise d'un rapport à la secrétaire d'État Chrysoula Zacharopoulou, le ministère s'est engagé à adopter une feuille de route sur la participation politique et citoyenne des jeunes à la politique de solidarité internationale française.



Le Plan des Jeunes jeunesses engagées jusqu'à l'égalité

L'année 2023-2024 a été riche en projets de sensibilisation portés par le Plan des Jeunes. Grâce à l'accompagnement de Plan International France et à des formations sur mesure, les membres bénévoles, âgés de 15 à 30 ans et venant de différentes régions de France, ont donné libre cours à leur créativité pour sensibiliser le public le plus large possible à l'égalité de genre dans le monde. Parmi les projets marquants figurent : le podcast « Et si on parlait » sur l'éducation au consentement, une exposition photo sur les droits des filles à Lille, des sensibilisations dans des écoles à Toulouse, un forum à Paris sur l'engagement des jeunes, ainsi que les lauréat·es de l'appel à projets annuel. Ces derniers ont reçu une bourse de 1 000 € pour des initiatives telles qu'un podcast immersif sur l'excision, des actions contre le cyberharcèlement dans le gaming, ou un documentaire sur les femmes et le sport, mettant en lumière leur rôle en tant qu'actrices du changement.

Au total, ces actions ont permis de sensibiliser près de 1 200 personnes et de toucher près de 17 000 personnes en ligne.

Notre modèle économique

Produits et charges par origine et destination au 30/06/2024

	TOTAL en €	Dont générosité du public
Produits par origine		
1 - Produits liés à la générosité du public	11 751 530	11 751 530
Cotisations sans contrepartie		
Dons, legs et mécénat		
- Dons manuels	11 246 580	11 246 580
- Legs, donations et assurances-vie	213 561	213 561
- Mécénat	287 802	287 802
Autres produits liés à la générosité du public	3 587	3 587
2 - Produits non liés à la générosité du public	497 656	-
Cotisations avec contrepartie	-	-
Parrainage des entreprises	51 323	-
Contributions financières sans contrepartie	348 968	-
Autres produits non liés à la générosité du public	97 366	-
3 - Subventions et autres concours publics	5 670 506	-
4 - Reprises sur provisions et dépréciations	15 008	15 008
5 - Utilisations des fonds dédiés antérieurs	3 046 818	2 126 228
Total	20 981 518	13 892 765

Charges par destination

	TOTAL en €	Dont générosité du public
1 - Missions sociales		
Réalisées en France		
- Actions réalisées par l'organisme	1 795 137	1 795 137
Réalisées à l'étranger		
- Actions réalisées par l'organisme	14 124 265	8 298 410
2 - Frais de recherche de fonds	2 313 783	2 050 314
Frais d'appel à la générosité du public	2 047 582	2 026 569
Frais de recherche d'autres ressources	266 201	23 745
3 - Frais de fonctionnement	511 120	648 962
4 - Dotations aux provisions et dépréciations	63 534	63 534
5 - Impôt sur les bénéfices		
6 - Reports en fonds dédiés de l'exercice	2 357 027	1 219 757
Total	21 164 867	14 076 114
Excédent ou déficit	-183 348	-183 348

Contributions volontaires en nature au 30/06/2024

	TOTAL en €	Dont générosité du public
Produits par origine		
1 - Contributions volontaires liées à la générosité du public	22 718	22 718
Bénévolat	22 718	22 718
Prestations en nature	-	-
Dons en nature	-	-
2 - Contributions volontaires non liées à la générosité du public		
3 - Concours publics en nature	350 557	
Prestations en nature	-	
Dons en nature	350 557	
Total	373 275	22 718

Charges par destination

	TOTAL en €	Dont générosité du public
1 - Contributions volontaires aux missions sociales		
Réalisées en France	7 179	7 179
Réalisées à l'étranger	350 557	-
2 - Contributions volontaires à la recherche de fonds	15 539	15 539
3 - Contributions volontaires au fonctionnement		
Total	373 275	22 718

Les ressources provenant de la générosité du public représentent

11 751 530 €

Les subventions publiques atteignent

5 670 506 €

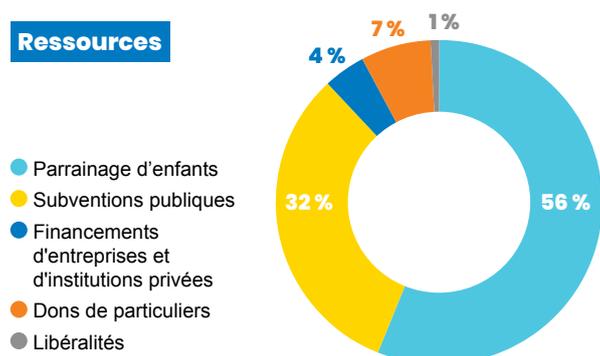


Les missions sociales représentent 15 919 402 € soit 85 % de nos emplois. Ces missions sociales ont augmenté de 12 % par rapport à 2023. Les frais de recherche de fonds (frais de collecte et frais de traitement des dons) représentent 2 313 783 €, soit 12 % de nos emplois. Les frais de fonctionnement s'élèvent à 511 120 €, soit 3 % de nos emplois.

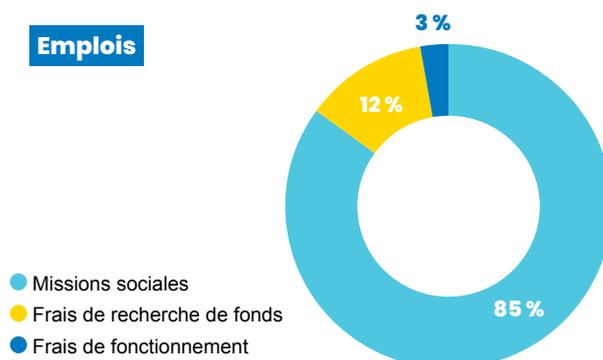
Bilan 2023-2024 (en milliers d'€)

Bilan Actif		Bilan Passif	
Immobilisations nettes	1 216	Fonds propres	2 235
Autres biens		Résultat de l'exercice	-183
Créances	8 147	Fonds dédiés	4 804
Trésorerie	2 052	Dettes et provisions	1 344
Charges constatées d'avance	129	Produits constatés d'avance	3 344

Ressources



Emplois



Contrôle & transparence

1. Commissaire aux comptes

« Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fondation à la fin de cet exercice. »

Neuilly-sur-Seine, le 4 décembre 2024.

La commissaire aux comptes,
PricewaterhouseCoopers Audit,
Florence Pestie.

2. Contrôle interne

Le Comité d'audit s'assure qu'il existe en permanence des processus formalisés et des contrôles de qualité adéquats sur nos activités, ainsi qu'une identification et une maîtrise des risques éventuels. Le contrôle des programmes sur le terrain s'appuie également sur les ressources du service de contrôle interne de Plan International (Département assurance mondiale).

Politique de réserves

La structure du modèle économique de Plan International France est telle que la majorité des recettes (63 % sur l'année fiscale 2023-2024) est issue des revenus récurrents mensuels du grand public. Cela donne une certaine sécurité et prévisibilité des recettes.

Plan International France dispose de fonds propres d'un montant de 2 235 K€, incluant notamment une réserve de 306 K€ et une dotation de 1 500 K€.

En septembre 2016, lors de la transformation de l'association en fondation reconnue d'utilité publique, une dotation d'un montant initial de 750 K€ a été constituée. Des versements complémentaires sont venus accroître cette dotation initiale, et la dotation pérenne d'un montant total de 1 500 K€ a été finalisée lors de l'approbation des comptes 2023 par le Conseil d'administration.

L'immeuble de bureau du siège social représente la contrepartie de la dotation pérenne. La part des fonds propres par rapport au total du bilan est de 18 %.

Le résultat comptable de l'exercice est déficitaire (- 183 K€). Ce déficit est moins important que celui anticipé

lors de l'adoption du budget initial 2024, et correspond à un décalage de certaines dépenses de l'exercice 2023 sur l'exercice 2024. Le déficit sera affecté au report à nouveau qui restera encore largement positif.

Missions sociales

Au-delà des transferts financiers dans nos pays prioritaires d'intervention où nos marraines et parrains accompagnent des enfants et des jeunes, où nos donateurs et donatrices financent des projets, nos missions sociales à l'international consistent également à l'appui au montage, à la mise en place et au suivi de nos programmes en faveur des enfants et des jeunes, ainsi que de leurs communautés en contexte de développement comme en contexte de crises. En France, nos missions sociales comprennent les activités de sensibilisation du grand public ainsi que les activités de plaidoyer auprès des décideurs et décideuses politiques français-es pour influencer la politique française de solidarité internationale (éducation, formation professionnelle, égalité de genre et participation des jeunes en contexte de développement comme de crise humanitaire) en matière des droits humains et des droits de l'enfant.



Ressources humaines

- L'effectif moyen en équivalent temps plein est de **39,5 personnes**.
- Le travail des bénévoles, n'ayant pas d'équivalent parmi des postes de salarié-es, a été valorisé par prudence au smic horaire. Le nombre de bénévoles varie de façon significative selon le jour et la période de l'année. En moyenne, une dizaine de bénévoles viennent aider les équipes une journée par semaine.
- L'équipe a accueilli sur la période **8 stagiaires et 7 apprenti-es**.
- Aucune rémunération n'est accordée aux membres du Conseil d'administration.
- Le montant global des rémunérations des 3 plus hauts cadres salarié-es est de 229 223 € bruts annuels.

Gouvernance

Les instances de gouvernance de Plan International France sont au nombre de 4. Ces instances lui sont propres et ne dépendent pas du réseau Plan International.

Le Conseil d'administration règle par ses délibérations les affaires de la Fondation. Il décide notamment des grandes orientations stratégiques de la Fondation. Il vote le budget sur proposition du Bureau et approuve les comptes. Les membres du CA sont : Philippe Baetz ; Grégoire Bertrou ; Hervé Biauasser ; Emmanuel Chain ; Claire Fradet ; Dominique Guénaux ; Pascal Houssin ; Nadine Jaudet ; Cristina Monnoyeur ; Didier Morfoisse ; Favour Reke ; Jean-Maurice Ripert, ainsi que nos deux partenaires institutionnels : l'association La Voix de l'Enfant, représentée par Martine Brousse et la Fondation Apprentis d'Auteuil représentée par Laura-Marie Hendricksen.

Le Bureau, composé de 4 membres élus au sein du Conseil d'administration, veille à la mise en œuvre et au suivi des décisions du Conseil d'administration. Le Bureau est paritaire et composé comme suit : Jean-Maurice Ripert, président ; Cristina Monnoyeur, vice-présidente ; Hervé Biauasser, secrétaire et Nadine Jaudet, trésorière. Le Bureau veille à la mise en œuvre et au suivi des décisions du Conseil d'administration.

Le Comité d'audit a été créé par le Conseil d'administration pour garantir rigueur et transparence dans la gestion des risques et le contrôle interne.

Le Comité de direction est chargé de la mise en œuvre opérationnelle de la stratégie définie par le Conseil d'administration. Il rend compte périodiquement au Bureau et au Conseil d'administration de sa mission.

Libéralités

Reconnue d'utilité publique, notre Fondation est habilitée à recevoir les legs, donations et assurances-vie, entièrement exonérés des droits de succession et de mutation. Il est possible d'effectuer un legs universel, un legs à titre universel et ou un legs particulier. Les legs réalisés au profit de la Fondation Plan International France permettent de contribuer, sur le long terme, à la promotion des droits des enfants et de l'égalité entre filles et garçons et les aident à construire leur avenir.

Les biens légués – immobiliers et mobiliers – sont intégralement transmis à la Fondation et permettent de financer nos missions auprès des filles, et plus largement de tous les enfants, dans le monde.

Protection des données

La Fondation Plan International France respecte les grands principes du règlement général sur la protection des données (RGPD) entré en application le 25 mai 2018, à savoir le principe de licéité, le principe de finalité déterminée et légitime, le principe de pertinence et de minimisation, le principe de transparence et de respect des droits des personnes, le principe d'une durée de conservation limitée ainsi que celui de confidentialité et de sécurité. Plan International France s'assure que ses fichiers et services numériques sont en permanence conformes au RGPD en tenant à jour une documentation des actions menées.

Merci

aux soutiens mobilisés à nos côtés

L'ONG Plan International France remercie l'ensemble des personnes et structures impliquées dans son combat pour l'égalité des droits.

- Nos marraines et parrains, donateurs et donatrices.
- Nos ambassadeurs et ambassadrices : Lucie Carrasco, Ophélie Guillermand, Juan Arbelaez.
- Nos bienfaiteurs et bienfaitrices pour leurs legs, donations et contrats d'assurance-vie.
- Nos équipes salariées, stagiaires et bénévoles.



Nos entreprises et fondations mécènes

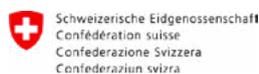
- ARaymond
- Bureau Vallée
- Eurofins Foundation
- Fédération Internationale de Football Association (FIFA)
- Flore & Zéphyr
- Gide Pro Bono
- Fondation Orange
- Fondation Schneider Electric
- Sisters Republic
- Fondation d'entreprise Société Générale
- The Simones



Nos bailleurs publics

- Agence Française de Développement (AFD)
- Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères
- Direction du Développement et de la Coopération Suisse
- DG ECHO (Service de la Commission européenne à la protection civile et aux opérations d'aide humanitaire) Commission Européenne

En partenariat avec



Nos collectifs partenaires

- Coordination Sud
- Coalition éducation
- Groupe Enfance
- Alliance Urgences
- France générosités
- F3E



Le consortium
Place aux Jeunes



Agissons ensemble

pour un monde plus juste et durable,

jusqu'à l'égalité



Parrainage d'enfant

À partir de 30€ par mois, accompagnez un enfant pour changer durablement sa vie et celle de sa communauté.

Votre parrainage à 30€ par mois vous revient à 10.20€ par mois après réduction fiscale soit 66% de réduction fiscale.



Legs, donation et assurance-vie

Transmettre son patrimoine à Plan International France, c'est contribuer à bâtir un monde où chaque enfant, fille ou garçon, a les mêmes chances de s'épanouir.

Entièrement exonérés de droits de succession et de mutation.



Don régulier ou ponctuel

Soutenez les actions de Plan International France pour défendre les droits des filles et plus largement des enfants, en contexte de développement ou d'urgence.

Profitez d'avantages fiscaux. Un don ponctuel de 100€, vous revient par exemple à 34€ après réduction fiscale.



RENDEZ-VOUS
SUR NOTRE SITE

Merci pour votre soutien
aux côtés des filles et de tous les enfants,
jusqu'à l'égalité !



Jusqu'à l'égalité

www.plan-international.fr

